



Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la Région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité - Est

Préfet du Bas-Rhin

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04216P0007 (y compris ses annexes), présenté par la commune de Muttersholtz, reçu complet le 16 février 2016, et relatif à un projet de réhabilitation de la microcentrale hydroélectrique d'Ehnwihr, sur le ban communal de Muttersholtz (67) ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F04216P0009 (y compris ses annexes), présenté par la commune de Muttersholtz, reçu complet le 17 février 2016, et relatif à un projet de réhabilitation d'une microcentrale hydroélectrique, sur la commune de Muttersholtz (67) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016/18 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature du Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Préfet du Bas-Rhin en faveur de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2016/3 du 14 janvier 2016 portant délégation de signature de Madame Emmanuelle Gay, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine en faveur de Monsieur Laurent Darley, directeur régional adjoint de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé, en date du 22 et du 26 février 2016 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à réhabiliter la microcentrale hydroélectrique d'Ehnwihr, pour une Puissance Maximale Brute (PMB) comprise entre 150 et 300 kW, sur le bief de dérivation de l'Ill, à Muttersholtz (67) ;

Considérant la nature du projet qui consiste à installer deux vis ichtyo-compatibles au niveau du barrage B15 et une vis ichtyo-compatible au niveau de la centrale hydroélectrique existante ;

Considérant que les deux demandes participent d'un même programme de travaux ;

Considérant que l'exploitation du potentiel hydroélectrique participe à la production d'énergie renouvelable ;

Considérant que les nouvelles installations au niveau du barrage B15 permettront de sécuriser le débit réservé de l'III à hauteur de 3 m³/s ;

Considérant que les turbines mises en place sont ichtyo-compatibles et n'entraîneront pas de mortalité de la faune aquatique ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et la santé ;

Sur proposition de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Alsace Champagne Ardenne Lorraine ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réhabilitation de la centrale hydroélectrique à Ehnwihr avec la création de deux vis ichtyo sur le barrage B15, sur la commune de Muttersholtz, présenté par la commune de Muttersholtz, **n'est pas soumis à étude d'impact.**

Article 2 :

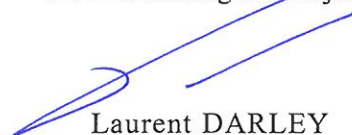
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le **17 MARS 2016**

Pour la Directrice régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine,
et par délégation,
le Directeur régional adjoint,



Laurent DARLEY

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est **obligatoire** avant le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de **deux mois** suivant la réception de la décision.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à
Monsieur le préfet de région
Préfecture de la région Alsace Champagne Ardenne Lorraine
5 place de la République
BP 87031
67073 STRASBOURG cedex

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de **deux mois** à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au :
Tribunal administratif de STRASBOURG
31 avenue de la Paix
67000 STRASBOURG